

Kosovo : la communauté internationale a couvert les réseaux criminels de l'UCK

27 janvier 2011 | Par [La rédaction de Mediapart](#) - Mediapart.fr

Un article de Jean-Arnault Dérens

Alors que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe vient d'adopter le rapport du sénateur suisse Dick Marty sur les allégations de trafic d'organes, appelant à l'ouverture d'une enquête indépendante, de nouvelles révélations viennent frapper d'autres figures de l'ancienne guérilla des Albanais du Kosovo, l'UCK. Par-delà les accusations visant l'actuel premier ministre sortant du Kosovo, Hashim Thaçi, et son entourage, c'est tout un système criminel toléré durant plus de dix ans par la communauté internationale qui est en train d'être dévoilé.

Le sénateur suisse décrit comment «*des centaines*» de Serbes, de membres d'autres minorités du Kosovo ou d'Albanais soupçonnés de «*collaborer*» avec le régime de Belgrade ont été kidnappés par la guérilla, séquestrés et torturés dans plusieurs lieux de détention, et souvent déportés en Albanie. Il affirme également que «*certaines*» de ces prisonniers ont alimenté un trafic d'organes.

Ces exactions débutent dès que la guérilla généralise ses actions, au printemps et à l'été 1998 et se poursuivent bien au-delà de l'entrée des troupes de l'OTAN sur le territoire du Kosovo, en juin 1999. Un trafic d'organes s'est poursuivi jusqu'en 2008 dans la clinique Medicus, située dans la banlieue de Pristina. Selon Dick Marty, ces exactions ont été dirigées par un petit groupe de dirigeants de l'UCK, très liés à Hashim Thaçi, ancien porte-parole de la guérilla, premier ministre du Kosovo et chef du Parti démocratique du Kosovo (PDK).



Hashim Thaçi. © (dr)

L'implication des chefs de la guérilla dans de multiples trafics est également documentée par d'innombrables rapports des services secrets de tous les pays occidentaux, ainsi que par de nombreuses enquêtes journalistiques.

Mardi, le quotidien britannique *The Guardian* a publié des documents déclassifiés de l'OTAN datant de 2004 (lire les documents sous l'onglet Prolonger), qui décrivent Hashim Thaçi comme l'un des «*gros poissons*» du crime organisé.

Ces documents évoquent aussi une toute-puissante figure de l'ombre, Xhevat Haliti, député du PDK. Ce rapport souligne que Xhevat Haliti contrôlerait des segments importants du

marché de la prostitution, de la traite des êtres humains, du trafic de drogue et de la contrebande des carburants au Kosovo. À la fin des années 1990, il était l'un des principaux responsables du Fonds «Venlidja Thërret» («La patrie appelle»), le fonds de financement de la guérilla, dont il aurait détourné des sommes considérables, lui permettant aujourd'hui d'être «multimillionnaire», ainsi que l'assurent les documents de l'OTAN.

La guerre de l'ombre de l'UCK

Le «parcours» de Xhevat Haliti croise très souvent la route des services secrets. Selon des allégations récurrentes, il aurait pu avoir partie liée avec les services serbes (DB), mais il est surtout connu comme «l'homme du SHIK», la police secrète d'Albanie, chargée «d'encadrer» la diaspora nationaliste kosovare. Son rôle est majeur dans le développement des groupes nationalistes clandestins basés en Suisse, comme le Mouvement populaire du Kosovo (LPK), qui donnera naissance à l'UCK.

L'écheveau politico-mafieux qui est en train d'être mis au jour ne peut être compris sans quelques retours en arrière. Dans les années 1970, à la faveur du dégel des relations entre l'Albanie stalinienne d'Enver Hoxha et la Yougoslavie du maréchal Tito, les services secrets d'Albanie entrèrent en contact avec de jeunes militants nationalistes albanais du Kosovo.

L'action politique se développa dans les cercles de la diaspora, de très nombreux Albanais du Kosovo ayant commencé à émigrer vers la Suisse et l'Allemagne dès les années 1960. Après les grandes manifestations de 1981, violemment réprimées, au Kosovo, de nombreux jeunes intellectuels vinrent grossir les rangs de la diaspora. C'est dans ces milieux que recrutaient des organisations comme le Mouvement pour la République populaire du Kosovo (LRPK), ancêtre du LPK, ou le Mouvement national pour la libération du Kosovo (LKCK).

Lorsque Slobodan Milošević supprima l'autonomie du Kosovo, instaura l'état d'urgence et mit en œuvre une répression systématique, au tournant des années 1990, un autre mouvement apparut au Kosovo en réponse à la violence du régime de Belgrade, la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), dirigée par l'écrivain Ibrahim Rugova. Les cercles radicaux de la diaspora furent provisoirement marginalisés. Mais face à l'échec de la stratégie de «résistance non-violente passive» développée par la LDK, ils décidèrent de passer à la phase de la lutte armée, qu'ils commencèrent à préparer activement dès 1993-1994.



Ibrahim Rugova, leader d'une résistance non-violente. © (dr)

Dès que les combats se généralisèrent, en mars 1998, un conflit secret opposa les hommes de l'UCK à ceux des Forces armées de la République de Kosovë (FARK), fidèles à Rugova, dans un contexte où les liens ne cessaient de s'intensifier entre le Kosovo et l'Albanie, elle-même profondément bouleversée par la chute du régime stalinien, en 1992, et la «quasi-guerre civile» de 1997. Des hommes comme Xhavit Haliti restèrent fidèles aux réseaux de l'ancien régime stalinien, tandis que les FARK se lièrent à la droite albanaise, dirigée par Sali Berisha.

En septembre 1998, le colonel Krasniqi, «ministre de la Défense du gouvernement en exil de la République de Kosovë», et chef des FARK, est tué en plein centre de Pristina, très certainement par des hommes de l'UCK. Le combat se poursuit au Kosovo, durant la guerre et bien après la fin de celle-ci.

Des dizaines de cadres de la LDK et des FARK ont été assassinés. Un commandant de l'UCK, Ramush Haradinaj, qui fut brièvement premier ministre du Kosovo et dirige toujours son parti, l'Alliance pour l'avenir du Kosovo (AAK), depuis sa cellule du Tribunal de La Haye, où il attend son second procès pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, fut ainsi directement impliqué dans la liquidation, début janvier 2003, d'un ancien commandant des FARK, Tahir Zemaj.

Le Kosovo en coupe réglée

Le conflit entre les deux factions albanaises rivales se poursuit après l'instauration du protectorat international sur le Kosovo. D'élection en élection, le PDK, réunissant la majorité des anciens cadres de la guérilla, parvint peu à peu à supplanter la LDK, mais l'affrontement ne se joua pas que dans les urnes : les deux partis ont mis en coupe réglée le pays.

Le Kosovo a la particularité d'avoir la plus forte densité de stations-service au kilomètre carré : sur les grands axes routiers, on en trouve pratiquement une tous les kilomètres. Ces stations servent bien sûr à d'autres activités que la fourniture de carburant : ce sont des centres de prostitution et de blanchiment d'argent.

Le PDK contrôle la majorité de ces stations, par le biais de la société Kosova Petrol. Le nom de Xhavit Haliti revient régulièrement dans les dossiers concernant la contrebande d'essence et le contrôle des stations-service, mais il est également impliqué dans la contrebande d'armes, en lien avec des réseaux d'Albanie, et le trafic de drogue. Les autres partis ne sont pas en reste. L'AAK de l'ancien commandant Haradinaj gère son bastion électoral de la Dukagjini (ouest du Kosovo). Cette zone est particulièrement stratégique, notamment pour les trafics de drogue et de cigarettes, car elle jouxte l'Albanie et le Monténégro.

La LDK, pour sa part, a conservé la haute main sur l'urbanisme de Pristina et de villes comme Ferizaj/Uroševac. Les immenses centres commerciaux qui se sont développés le long de la route nationale Pristina-Skopje seraient pour la plupart contrôlés par Ukë Rugova, le fils de l'ancien président...

Financièrement, le bilan des années de guerre et de résistance n'est pas non plus soldé. Les cadres de l'UCK, comme Xhevat Haliti, ont fait main basse sur le trésor de guerre de l'UCK, accumulé sur des fonds comme Venlindja Thërret, tandis que Bujar Bukoshi, l'ancien «premier ministre du gouvernement en exil de la République de Kosova», n'a jamais entièrement restitué les fonds de ladite république. Selon certaines sources, le magot avoisinerait le milliard d'euros. Il s'agit pour l'essentiel de sommes collectées auprès de la



diaspora, très fortement sollicitée tout au long des années 1990 pour s'acquitter «volontairement» de l'impôt «révolutionnaire».

Par ailleurs, deux polices politiques ont toujours cohabité dans le Kosovo sous protectorat : l'Institut pour la recherche sur l'opinion publique et les stratégies (IHPSO), dirigé par Ramë Maraj, a longtemps fonctionné comme un service de renseignement de la LDK. Bien plus redoutable a toujours été le SHIK (Shërbimi informativ i Kosovës), dirigé par Kadri Veseli et Xhevat Haliti. Cette police politique, formée durant la guerre, avait pour mission de traquer les «traîtres», mais surtout de combattre les frères ennemis de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK).

En décembre 2009, un ancien cadre de l'UCK et du SHIK, Nazim Bllaca, a reconnu son implication directe dans l'élimination de pas moins de 17 personnes, toutes liées à la LDK. Son procès devrait bientôt s'ouvrir. Officiellement, ces polices politiques ont été dissoutes en 2006, quand le gouvernement du Kosovo s'est doté d'un ministère de l'intérieur. Aujourd'hui encore, l'ombre du SHIK pèse lourdement sur le Kosovo. Un nombre important de cadres connus de ce service très spécial figuraient d'ailleurs sur la liste des candidats du PDK aux élections législatives du 12 décembre dernier.

Priorité à la «stabilité»

C'est là que se situe le nœud du problème. En juin 1999, 40.000 soldats de l'OTAN prirent leurs quartiers au Kosovo (ils ne sont plus aujourd'hui que 10.000). Des milliers de fonctionnaires internationaux, de policiers et d'agents de tous les services de renseignement du monde se sont succédé sur ce petit territoire de 10.000 km². Dans le «gros village» qu'est le Kosovo, tout se sait, l'existence des polices politiques des partis tout comme celle des réseaux criminels ont toujours été parfaitement connues, ainsi que le révèlent les documents de l'OTAN publiés par le *Guardian*.

Les accusations très étayées formulées par Dick Marty sont accablantes, mais pas tout à fait nouvelles. Les kidnappings et la déportation en Albanie sont des faits connus de tous. Des survivants, des parents des victimes, peuvent témoigner. Les allégations de trafic d'organes ont été régulièrement évoquées, au moins depuis 2000.

Dans ses mémoires parues en 2008, l'ancienne Procureur général du TPIY (tribunal pénal international sur l'ex-Yougoslavie), Carla del Ponte, consacre un entier chapitre à ces faits, soulignant que ces tentatives d'enquête ont été systématiquement bloquées par l'administration internationale du Kosovo. Elle cite nommément Bernard Kouchner, alors chef de la Mission des Nations unies au Kosovo (MINUK), ainsi que le général français Marcel Valentin, alors commandant en chef des troupes de la KFOR.



Carla del Ponte, ancienne procureur du TPIY. © (dr)

L'in vraisemblable tolérance dont ont joui les réseaux criminels issus de l'UCK s'explique par les choix politiques effectués par le protectorat internationaux et les grands pays occidentaux.

Comme souvent, priorité absolue a été donnée à l'impératif de «stabilité». Pour ne pas prendre le risque d'une épreuve de force, il valait mieux tolérer les réseaux de l'ombre, couvrir leurs activités criminelles, en espérant que leur intégration dans le jeu politique permettrait leur progressive «normalisation».

Les collusions occidentales vont plus loin encore. La guérilla de l'UCK a été utilisée pour affaiblir le régime de Belgrade. Dès l'été 1998, des agents des services secrets américains, britanniques, allemands et français vont jouer un rôle actif auprès de la guérilla, fournissant des armes et du matériel de communication, et «conseillant» les différents chefs de l'UCK. Le commandant Ramush Haradinaj est ainsi considéré comme le «poulain» des services britanniques. Des hommes de la DGSE françaises étaient très proches de Hashim Thaçi.

Neuf très longues années se sont écoulées entre l'intervention de l'OTAN et la proclamation d'indépendance du Kosovo, le 17 février 2008. Durant cette période, le Kosovo n'a fait pratiquement aucun progrès dans la construction d'un système juridique indépendant ou dans le respect des droits des minorités. Il n'a pas connu la moindre amorce de développement économique : le chômage frappe toujours près de 60% de la population active. Et les anciens chefs de la guérilla sont devenus les parrains politico-mafieux du pays.

Loin des objectifs fixés au protectorat international – construction d'un Etat de droit, développement économique, retour des minorités –, on donc a laissé ces réseaux criminels prendre en otages le Kosovo et sa population. La fraude massive constatée lors des élections du 12 décembre 2010 révèle l'illusion de la politique de «démocratisation» menée durant dix ans par les «experts» internationaux : la volonté et les choix des citoyens du Kosovo ont été systématiquement bafoués durant dix années, avec la bénédiction des autorités internationales de tutelle.

Et maintenant, quelle enquête ?

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a recommandé l'ouverture d'une nouvelle enquête «sérieuse et indépendante», mais celle-ci, qui devrait être menée par la mission européenne Eulex, a-t-elle plus de chances d'aboutir que les précédentes ?

De multiples problèmes se posent. La mission Eulex est confrontée à des faiblesses structurelles : le manque de moyen, le turn-over incessant des personnels qui rend difficile un travail d'enquête de longue haleine et la dépendance des policiers et des juges envers leur pays d'origine. *«Chacun travaille pour son propre pays, et le nouveau chef de la mission, le général français Bou de Marnhac a tout autant de mal à imposer son autorité que son prédécesseur»*, explique un membre de la mission.

De plus, il va de soi qu'une enquête sérieuse risque fort de mettre au jour la longue politique de complaisance des pays occidentaux et de leurs services à l'égard des réseaux criminels du Kosovo. On se doute que personne, dans ce contexte, n'a très envie que l'enquête aille à son terme.

Enfin, le fameux impératif de «stabilité» risque encore de justifier toutes les lâchetés. La situation politique du Kosovo est en effet plus explosive que jamais. Après les élections du 12 décembre 2010, marquées par des fraudes massives (**lire notre précédente enquête ici**), le PDK de Hashim Thaçi est toujours le premier parti du Kosovo, mais il n'a obtenu que 32% des voix, et aura bien du mal à convaincre d'autres formations de le rejoindre pour former une coalition majoritaire. Le Kosovo risque fort de rester longtemps privé de gouvernement

légitime – le cabinet sortant de Hashim Thaçi ne pouvant qu'expédier les affaires courantes.

La boîte noire : Jean-Arnault Dérens est responsable de la rédaction du site Courrier des Balkans.

Autres sources :

- Le rapport de Dick Marty

- "Carla Del Ponte, La traque. Les criminels de guerre et moi", traduit de l'italien, Paris, éditions Héloïse d'Ormesson, 2009.

Source URL: <http://www.mediapart.fr/en/journal/international/270111/kosovo-la-communaute-internationale-couvert-les-reseaux-criminels-de-lu>